

Lettre ouverte à Mme Muriel GUEGAN, Directrice interrégionale, cheffe de la mission des services pénitentiaires de l'Outre-Mer

Madame la directrice,

Le temps imparti à cette rencontre – 45 minutes, nous empêche aujourd'hui d'évoquer avec vous des sujets pourtant importants qui touchent à la vie de ce service et de ses agents. Sachez que nous le regrettons tant il est vrai que **le SPIP 974 vaut plus que ces quelques petites minutes.**

Bon nombre de problématiques vous sont déjà connues. Si quelques-unes ont été largement développées par le passé, d'autres en revanche n'ont été qu'abordées, voire, dans quelques cas, ignorées.

Bien des questions restent en suspens et **appellent à des réponses, claires, précises et, dans certains cas, urgentes.** Ainsi,

– **les RPS n'ont jamais été aussi prégnants.** Il n'est qu'à voir le nombre croissant d'arrêt-maladie pour raison professionnelle, voire directement imputable au service, pour s'en convaincre ;

– **certains agents se sentent déconsidérés, rabaissés, infantilisés, quand d'autres se sentent livrés à eux-mêmes.** Dans quelques cas, on peut même parler de maltraitance.

– **la communication est quasi inexistante.** Elle se résume au mieux à des notes de service, à des informations descendantes, et à des injonctions ;

– **le dialogue social est rompu.** Ce ne sont pas les quelques rencontres aussi rares que brèves avec la direction qui donnera le change. Ainsi, le dernier CTS remonte au mois de septembre 2019...

– **la confiance a disparu.** Au fil du temps, le fossé entre direction et personnel n'a cessé de se creuser et une défiance réciproque s'est durablement installée ;

– **un grand nombre de projets sont à l'arrêt et l'image du service est ternie.** Sur ce dernier point, des choix et des positionnements pour le moins discutables de la part de la direction ont largement concouru au discrédit du SPIP 974 ;

– **le télétravail peine à se mettre en place.** Seuls 3 collègues en bénéficient actuellement et ce, pour raisons médicales. Des demandes sont en attentes depuis plusieurs semaines et les explications apportées par la direction sont souvent maladroites, parfois étonnantes, presque toujours incompréhensibles.

Voilà des mois sinon des années que les représentants du personnel vous interpellent régulièrement Madame la directrice sur l'état du SPIP 974, sur ses dysfonctionnements et sur ses errements. Nous n'avons eu de cesse notamment de vous alerter sur les situations dégradées des antennes avec, pour corollaire, les répercussions inquiétantes sur la santé des agents.

En février 2020, une inspection du SPIP 974 a été diligentée par le cabinet du garde des Sceaux, et confiée à l'inspection générale de la Justice.

Pendant quinze jours, trois hauts magistrats ont séjourné à La Réunion. Pendant quinze jours, ils ont auditionné l'ensemble de l'équipe de direction, mais aussi les représentants du personnel, ou encore les agents demandeurs. Nombre de ces derniers se sont déplacés pour témoigner de leur malaise et, pour quelques-uns d'entre eux, de leur mal-être professionnel. Pendant quinze jours enfin, les inspecteurs ont rencontré les acteurs principaux du monde judiciaire local : magistrats, chefs de cours, chefs d'établissement...

Plus d'un an après, les personnels du SPIP 974 sont toujours en attente d'en connaître les conclusions et les préconisations.

Vous conviendrez Madame la directrice, que cela concourt à la défiance des agents envers leur direction et leur administration.

La gestion autocratique de l'ancien DFSPIP durant près de 5 années a largement participé à la dégradation générale du service. Son départ pour le moins précipité au mois de juin dernier (départ concomitant (consécutif ?) à l'inspection, et

uniquement retardé par la crise « Covid »), n'a cependant pas changé fondamentalement la situation que nous connaissons. **Nous sommes simplement passés d'une période caractérisée par un management vertical, autoritaire, et solitaire, à une période où management rime désormais avec inertie**, inertie qui dure depuis près de 9 mois.

L'arrivée attendue dans les prochains jours du nouveau DFSPIP va permettre, nous l'espérons, de changer de paradigme. Relancer le dialogue social au point mort depuis des mois, mais aussi redémarrer les projets aujourd'hui délaissés, ou encore redonner une ligne directrice à ce service, des orientations pour les prochaines années..., seront des axes de travail à prioriser dans les mois à venir.

Néanmoins, un des grands chantiers de la future direction du SPIP 974, chantier sur lequel elle est attendue et, n'en doutez pas, sur lequel elle sera avant tout jugée, tient à la **restauration de la confiance avec l'ensemble des personnels de ce service**.

L'absence de considération et de soutien qui a prévalu jusque-là allant parfois même jusqu'au mépris, voire à la maltraitance, doit désormais cesser. **La confiance passe par la reconnaissance, la protection et la bienveillance vis-à-vis des agents** ; et ce n'est qu'à ce prix-là que la réciprocité existera et que la confiance mutuelle sera rétablie, condition sine qua non à toute évolution ultérieure du SPIP 974.

Autrement dit, **ou l'on fait AVEC, ou l'on fait CONTRE les équipes et les personnels**. L'ancienne direction avait choisi. À la nouvelle de prendre ses responsabilités.

Nous, représentants du personnel, nous resterons vigilants quant aux choix et aux orientations qui seront faits en la matière. **La santé des agents doit rester une priorité absolue**.

Nous accompagnerons par ailleurs tous les projets synonymes de progrès et d'évolution. À l'inverse, nous continuerons à dénoncer tout manquement, tout dysfonctionnement propre à attenter aux droits des agents, à leur santé, et à entraver le bon fonctionnement du service.

Sainte-Clotilde, le 8 mars 2021

Pour le SNEPAP-FSU
Ludovic SAVINI
Secrétaire de la section locale

Pour la CGT Insertion-Probation
Philippe DESBLANCS
Secrétaire départemental